



ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Session de Mars 2014

RAPPORT DE LA COMMISSION TEMPORAIRE DE LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

**« La violence, sous quelque forme
qu'elle se manifeste, est un échec. »**

Jean-Paul Sartre

Président : Cédric ETLICHER
Rapporteur Général : Thierry PLANTEVIN

COMMISSION TEMPORAIRE DE LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Président : Cédric ETLICHER
Rapporteur : Thierry PLANTEVIN
Vice-Président : Bruno Dell'AQUILA

MEMBRES ÉLUS

Amirshahi Pouria	Katende Souad Madeleine
Bach Marlène	Laurenti Maryse
Bansard Jean-Pierre	Lemonnier André
Ben Naceur Madeleine	Liboz Jean
Beraud-Suberville Geneviève	Mainguy Jean-Louis
Beuthin Alexandra	Marie Jacques
Beye Marie-Hélène	Mignon Alain Pierre
Boucher François	Omnes Yvon
Chaoui Jean-Daniel	Prato Régine
Charvériat Hélène	Pretet Jean-Charles
Chazot Pascal	Rahal Radya
Consigny Thierry	Rechenmann Catherine
Conti Jean	Regnard Damien
Cursoux Daniel	Ricci Didier
De Laloubie Gonzague	Sadet Bernard
Dell'Aquilla Bruno	Saiz Brigitte
Desplanques Xavier	Schaub Didier
Doglioni Joel	Seilhean Georges
Fabry Philippe	Senac Gérard
Guilbaud Marie-Claire	

Tout d'abord, la Commission, qui aura œuvré durant ces cinq dernières années à améliorer la sécurité de nos communautés à l'étranger, vous présente par ma voix, ses plus plates excuses pour n'avoir pu sécuriser l'existence même de notre Assemblée sous sa forme actuelle.

La Commission a auditionné Monsieur Marc FONBAUSTIER, sous-directeur du Centre de Crise, qui, comme à son habitude, a brossé un tableau complet de la situation des risques. Les membres de la Commission saluent unanimement la clarté et la qualité de ses interventions.

La présentation sécuritaire se décline en **quatre points** :

❖ **Les évolutions caractérisées :**

Nous sommes en présence de trois crises politiques ouvertes et simultanées. L'Ukraine, la Thaïlande et le Venezuela. Elles semblent différentes par leur aspect et pourtant deux analogies nous interpellent, des affrontements bloc contre bloc, des gouvernements contestés forcés de partir sous la pression et aucun ressortissant français n'a été touché à ce jour.

Le Centre de Crise surveille les évolutions par la mise en place de dispositifs de crise induisant une attention permanente. Pour mémoire, la fiche pays de la Thaïlande a été modifiée 28 fois depuis le début de la crise.

❖ **La présence militaire française, deux théâtres d'opération :**

Au Mali, malgré le premier choc militaire subit par AQMI, la situation reste délicate entre le sud Libye et le nord Mali où des groupes terroristes semblent se reformer. Des signaux suffisamment inquiétants pour que se maintienne la présence militaire.

En Centrafrique, la France augmente de 600 à 700 hommes la force de désarmement et si Bangui semble pacifiée, il n'en est pas de même pour certaines provinces. Il est nécessaire que les Européens et les pays tiers participent activement à cette mission de maintien de l'ordre.

❖ **Les régions sous tension :**

Le Yémen, la Syrie et la Libye, à Bengazi notamment où notre compatriote Patrice Réal a été froidement abattu il y a quatre jours. Des informations émanant de source gouvernementale libyenne accréditent le risque d'enlèvement ou d'actes hostiles contre des citoyens français dans le Sud du pays, zone échappant partiellement au contrôle des autorités et où des affrontements se poursuivent depuis le 9 janvier.

En conséquence, tous les déplacements vers cette région sont à proscrire.

En Egypte, l'attention se porte sur la radicalisation politique des Frères Musulmans et surtout sur la montée en puissance du mouvement jihadiste Ansar Beit al Maqdess. Ce groupe terroriste, basé dans le Sinaï et disant s'inspirer d'Al-Qaïda, a revendiqué la plupart des récents attentats meurtriers contre les forces de l'armée et de police à travers l'Égypte. Ainsi que l'attentat contre un bus sud-Coréen à Taba.

La menace d'un attentat retentissant, perçu comme un acte fondateur de cette nouvelle mouvance est pris très au sérieux. Le Club Med de Taba a été fermé provisoirement.

En Tunisie, la situation s'améliore mais le danger pourrait venir du groupe islamiste salafiste Ansar al-Charia qui renforce sa branche armée avec des jihadistes venus du sud-lybien.

❖ **Le Sahel et l'Afrique :**

Un grand nombre de pays dont la stabilité politique reste précaire vont rentrer en période électorale avec tous les risques que cela comporte.

Le Nigéria en est l'exemple marquant. Les enlèvements dont les rançons financent les campagnes électorales sont passés de 36 en 2012 à plus de 70 en 2013.

Les dépenses de sécurité du MAEE

Elles sont partagées par *trois services* :

- La Direction des immeubles et des logements
- Le Service de la sécurité diplomatique
- Le Centre de Crise

Ce dernier, en charge de la protection des Français de l'étranger dispose de **plusieurs outils** qu'il améliore en permanence :

- **Ariane** a vu les inscriptions tripler en un an passant de 50.000 à 145.000 avec la possibilité de s'inscrire pour trois pays différents. Une grande campagne de communication dans le métro est à l'étude. Elle fera suite aux conventions passées par le MAEE avec Aéroport de Paris et les voyagistes.
- **Le site Conseils aux voyageurs** qui, couplé à Ariane, a reçu 7 millions de visites. Il faut rappeler aux compatriotes la nécessité de souscrire une assurance rapatriement en complément de

l'assurance maladie CFE. En effet, les assurances privées qui peuvent avoir une enseigne en Europe n'offrent pas les mêmes garanties dans des pays comme le Sénégal. Elles sont souvent déficientes au moment de l'indemnisation et de la couverture médicale. Un exemple récent d'une compatriote accidentée en 2010 en tant que passager d'un véhicule assuré, écrasé par un camion fou, le prouve.

Dans certains cas, il y a possibilité de déposer une demande auprès de la Commission d'Indemnisation des victimes d'Infractions (C.I.V.I.) que nous avons reçu lors d'une session précédente et de prendre conseil auprès de l'association PARIS AIDE AUX VICTIMES 12, rue Charles Fourier 75013 Paris.

- **La fiche pays** qui propose des colorations du vert au rouge en fonction des risques estimés est établie sur recommandation des chefs de postes et le retour à des couleurs plus propices au tourisme et au commerce ne peut se faire qu'après une série de contrôles stricts, ce qui peut prendre un peu de temps. La sécurité est à ce prix.

Les dispositifs diplomatiques de sécurité

Les établissements scolaires ne rentrent pas directement dans ce dispositif puisqu'ils établissent leur propre Plan de protection et de mise en sécurité qu'ils proposent ensuite à Paris pour visa.

- La protection des bâtiments se voit renforcée avec un budget de 20 millions d'euros.
- Les 220 plans de sécurité des ambassades ou des consulats sont validés à 100% sur Phèdre III, 40% sont excellents et 60% sont en nette amélioration. Pour ce faire, il y a des missions de conseils et assistance et un levier non négligeable de l'Inspection générale qui fait des recommandations.
- Les dispositifs « ad hoc » sont mis en place de manière préventive pour des événements ponctuels (Jeux olympiques, Coupe du monde ...)
- La communication de crise passe par la création d'une cellule de crise dans chaque ambassade qui doit offrir une capacité à répondre. Mais il faut pouvoir aussi avertir les compatriotes par internet, portable, moyen radio et téléphone satellitaire. A cet effet, un contrat vient d'être passé avec Thalès qui fera un audit complet sur 5 pays et déterminera quels matériels sont les mieux

adaptés. De plus, Thalès placera pendant 4 ans au Centre de Crise un expert en communication.

La sécurité des entreprises

La volonté de donner corps à la diplomatie économique a généré, à n'en pas douter, une augmentation du nombre d'entreprises françaises à l'étranger. Lorsque l'on sait qu'un point de croissance sur deux se fait dans des zones à risques, la sécurité des employés et la recherche de croissance doit aller de pair.

Le Centre de Crise propose plusieurs outils organiques (plate-forme entreprises, journée de la sécurité des entreprises, Forum Cindex, conférences téléphoniques thématiques ou réunions thématiques au Centre de Crise) et des outils ponctuels comme le guichet entreprise ouvert 24h/24.

De plus, un effort est fait en direction des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI).

Audition de Monsieur Pouria AMIRSHAHI

La Commission a auditionné Monsieur Pouria AMIRSHAHI, député des Français de l'Etranger qui nous a présenté l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) dont il est le Président.

Créé en 1991, reconnu d'utilité publique, l'IRIS, seul « Think Tank » français d'envergure dans le domaine des questions stratégiques et internationales offre :

- une lecture différente et originale des enjeux nationaux et internationaux
- un centre d'expertise indépendant
- un lieu de dialogue et de réflexions pour les spécialistes venant d'horizons géographiques, professionnels et confessionnels différents.

Il opère pour le compte d'organismes publics (français ou internationaux) et d'entreprises privées en réalisant notes, études et formations.

Pour répondre aussi au besoin d'analyse et de décryptage du grand public, il mène une importante activité médiatique grâce notamment à son directeur Pascal Boniface (mais aussi : internet, réseaux sociaux, colloques, médias classiques).

L'IRIS est organisé autour de **4 pôles d'activité** :

- Recherche,
- Publication,
- Formation de haut niveau (Relations Internationales, Géométrie et Intelligence stratégique, Défense gestion de crises, Actions humanitaires...)
- Organisation d'évènements

Le nouveau président de l'IRIS souhaite mettre en avant trois pistes de travail :

- Ouverture et collaboration autour de la Francophonie avec d'autres « Think Tank » en pays francophones.
- Etablissement de relations avec le CdC sur les points chauds représentants des risques pour les Français de l'étranger.
- Que les élus AFE soient plus actifs dans leurs relations avec l'IRIS en faisant part de leurs analyses sur le terrain.

Sites sur Internet : www.iris-france.org, www.affaires-strategiques.info

Il me reste à remercier tous les membres de notre commission avec une mention spéciale à notre vice-président Bruno DELL'AQUILA qui m'a apporté son aide pour la préparation des rapports.
Nous espérons que la nouvelle AFE donnera à la commission sécurité les moyens de prouver à nouveau son efficacité.

Merci.
Hasta Luego.